

# Lettre électronique du NPA 33 dans le secteur de l'éducation



10 décembre 2018

## Sommaire

@ Edito - Gilets jaunes, révolte des jeunes, climat, luttes des salariés...

@ Interview d'Amina, lycéenne en lutte

@ Réforme des programmes au lycée : le retour du conservatisme et du libéralisme

@ Instruction obligatoire à 3 ans : Blanquer gâte le privé !

## Edito - Gilets jaunes, révolte des jeunes, climat, luttes des salariés Contre un pouvoir aux abois, la réponse dépend du monde du travail. Tous en grève le 14 !

Samedi 8 décembre, malgré un énorme déploiement policier, les chars de la gendarmerie dans les rues des grandes villes, Paris en état de siège, et une campagne d'intox contre tout manifestant suspecté d'être un casseur, les gilets jaunes sont descendus tout aussi nombreux dans la rue, la jeunesse les a rejoints et les manifestations pour le climat ont fait le plein. Dans de nombreuses villes la convergence a eu lieu.

A la révolte des lycéens et leur mobilisation tout au long de la semaine dernière, Macron a répondu par le mépris et la répression, démesurée face aux blocages et aux manifestations, avec des déploiements de police à la porte des établissements, gaz lacrymogène, matraquages, tirs tendus de flash-ball, faisant des blessés, comme en début de semaine dernière à proximité du Pont de pierre à Bordeaux, que cherchaient à traverser les lycéens de la rive droite pour rejoindre le centre-ville.

Blanquer a déclaré « *Ce mouvement est extrêmement violent, il y a des gens qui n'ont plus de limites* », retournant contre le mouvement la violence de sa politique d'exclusion contre les jeunes des classes populaires avec ParcoursSup et les réformes des lycées général et professionnel. La justification de l'augmentation des frais d'inscription à la fac pour les étudiants étrangers révèle l'hypocrisie et le mépris de Blanquer. Un profond sentiment de colère et de dégoût s'est exprimé sur les réseaux sociaux devant cette vidéo qui montrait 140 lycéens à Mantes-La-Jolie contraints par les sbires du pouvoir à s'agenouiller, les mains sur la tête, certains d'entre eux face à un mur. Cette image résume la politique d'intimidation et d'humiliation d'un gouvernement aux abois qui a perdu le contrôle de la situation.

Cela n'a pas empêché la jeunesse, lycéens et étudiants, de

descendre dans la rue samedi. A Bordeaux, ils ont été très nombreux à rejoindre la manifestation des gilets jaunes en cortège dynamique, donnant le ton de la contestation de cette société d'injustices, qui creuse les inégalités et exclut, le capitalisme.

Plus personne ne croit en ce gouvernement. La révolte qui s'exprime, conséquence du développement du capitalisme financiarisé mondialisé et des politiques libérales qui l'accompagnent, conduit à l'affrontement pour les exigences essentielles des classes populaires et moyennes paupérisées, contre la vie chère, l'injustice fiscale, pour l'augmentation des salaires, des retraites, des minima sociaux. Avec les gilets jaunes et la jeunesse, les travailleurs du public et du privé, tous ensemble, nous devons maintenant nous engager, par la grève, notre seule arme pour faire reculer Macron et les patrons.

Jeudi dernier, le communiqué unitaire CFTD, CGC, FO, UNSA, CFTC, FSU et CGT, pour le dialogue avec le gouvernement, pour lui sauver la mise, a provoqué de nombreuses réactions de colère de tous ceux, militants et collègues qui sont aux côtés des gilets jaunes et des jeunes. Il est temps de bousculer les routines et la passivité des directions syndicales dont la politique est responsable des défaites accumulées depuis des années, des démoralisations qui laissent le terrain aux idées réactionnaires de la droite extrême et de l'extrême droite qui aujourd'hui voudraient dévoyer la révolte, la récupérer pour leur compte électoral.

La réponse à l'agression du gouvernement est sur nos lieux de travail, entre les mains des milliers de salariés qui ont construit les mobilisations depuis 2016, entre les mains des militants syndicalistes et politiques du mouvement ouvrier. Les jours qui viennent vont compter. Ils sont l'occa-

---

sion pour une large fraction du monde du travail de rompre avec la politique de collaboration de classes des directions syndicales comme avec le jeu institutionnel des partis de la gauche.

Nous avons besoin de nous réunir, de tenir des AG, de discuter des moyens de faire capituler le gouvernement. Il nous faut discuter d'une politique pour le monde du travail et des moyens d'aider les jeunes pour construire un mouvement d'ensemble, une grève générale sur notre terrain de classe, en prenant en main nos luttes, en les contrôlant nous-mêmes. La situation peut basculer si le monde

du travail, ses militants reprennent l'offensive en portant une perspective pour le mouvement des gilets jaunes, pour la jeunesse, pour le monde du travail et l'ensemble de la société pour résoudre la question sociale et la question climatique en en finissant avec le règne mondialisé du profit et de la concurrence.

Faisons du 14 décembre, une journée de grèves et de manifestations pour les revendications de l'ensemble du monde du travail, une étape vers la grève générale !

*Dimanche 9 décembre*

---

## **Les organisations syndicales ont déposé des préavis de grève pour tous les jours jusqu'aux vacances.**

**Vendredi 14 décembre, à Bordeaux,  
la manifestation partira à 11h30, place de la République.**

**Samedi 15 décembre, une nouvelle journée de mobilisation est appelée par les gilets jaunes.**

---

## **Interview d'Amina, lycéenne en lutte**

### ***Comment cela a commencé dans ton lycée ?***

Ca a commencé lundi 3 décembre, un groupe de Terminales s'est regroupé devant le lycée. Une amie de la classe m'a dit il y avait un blocus. Au début, je n'ai rien vu. Une Terminale est alors montée sur un banc et a expliqué devant le lycée la réforme. On a soutenu. Il y en a qui ont été chercher des caddies et des poubelles qu'on a scotchés pour bloquer l'entrée.

On est restés devant ensuite une centaine, on disait aux gens de klaxonner. Les lycéens de notre lycée, Elie Faure dans la banlieue, à Lormont, se sont peu à peu dispersés vers la place Stalingrad où il y avait un barrage de lycéens fortement réprimé. Les lycéens du lycée d'à côté, Mauriac ont été confinés, le lycée a offert la cantine aux externes. Un enseignant a demandé à ses collègues de venir soutenir les jeunes à Stalingrad et a eu une salle au lycée pour qu'ils puissent se réunir.

La police tirait des flashballs et des grenades lacrymos sans distinction sur les lycéens. Il y a eu toute la semaine des arrestations et des blessés, dont un jeune apprenti et des collégiens. Des enseignants de Mauriac ont été accompagner des parents au Commissariat où certains jeunes ont été gardés à vue 48 heures. Ils ont rédigé un communiqué pour le dénoncer.

Le vendredi suivant, on a retenté un rassemblement devant le lycée. Même si on l'a fait sans se connaître les unes et les autres, on a tenu la matinée.

### ***Comment a réagi votre proviseur ?***

Il a organisé une réunion des délégués dont je fais partie concernant la grève en disant qu'un élève serait sanctionné de quatre jours de mise à pied pour avoir « *appelé à mettre le feu* », ce qu'il a dit, mais c'était au figuré...

On s'est retrouvés jeudi à une soixantaine avec le proviseur, deux sous proviseurs et une CPE. Pendant la réunion, le proviseur a essayé de nous convaincre de dire à nos camarades de ne pas faire grève pour « *notre sécurité* », mais on savait que c'était pour préserver l'image du lycée.

Il a dit qu'en empêchant d'entrer, on portait atteinte aux « *valeurs de la République* » qui sont pourtant la liberté d'expression et le droit des lycéens d'aller en cours...

A deux déléguées, nous sommes allées voir ensuite le proviseur pour discuter du cas de l'élève sanctionné qui est un ami de notre classe. Le proviseur a parlé avec aplomb. Je lui ai répondu qu'en tant que mineurs, nous n'avons pas d'autre moyen de nous exprimer qu'en manifestant étant donné qu'on n'a pas le droit de vote. Or, il contrait aussitôt tous nos arguments en disant que la réforme ne supprime-

---

---

rait pas de postes, que ParcoursSup était mieux qu'APB et ainsi de suite....

### **Comment comptez-vous continuer ?**

Samedi 8, on est allé manifester avec les étudiants contre la multiplication par 16 des droits d'inscription des étudiants étrangers. J'avais fabriqué une banderole « *Lycéens en colère Non au nouveau Bac, aux suppressions de postes et à ParcoursSup* » qu'on a portée dans le cortège avant de

rejoindre la marée de Gilets Jaunes qui manifestaient.

Vendredi 14 prochain, nous comptons être en lutte à nouveau. Nous espérons que les enseignants et les parents s'y mettront aussi parce que dans ce mouvement de contestation de la jeunesse et le mouvement des Gilets Jaunes il y a des revendications communes contre Macron et son monde de riches !

---

## **Réforme des programmes au lycée : le retour du conservatisme et du libéralisme**

En parallèle de la réforme du lycée général et du bac votée, en début d'année, les programmes étaient également dans le viseur du gouvernement. Fin octobre, les ébauches de nouveaux programmes ont été présentées aux enseignants.

### **Les Sciences Economiques et Sociales, un nouveau programme au service de l'idéologie patronale**

Les SES sont nés avec l'ambition d'offrir une « troisième voie » entre l'enseignement scientifique et l'enseignement littéraire. Portant la préoccupation d'offrir aux élèves un enseignement pluridisciplinaire et permettant de donner les outils d'une compréhension critique du monde cette matière est régulièrement au centre des attaques patronales. Par exemple, Michel Pebereau, ancien directeur de la BNP déclarait déjà en 2008 que le problème des SES est qu'elles étaient hostiles à l'entreprise, ou encore, que trop de place était laissée « aux conflits de classes » et que l'analyse des inégalités occuperait une « place exorbitante ».

Ainsi, le nouveau programme réalisé en relation avec les think tank néolibéraux et pro-patronaux fait table rase des analyses en termes de classes sociales et développe grandement l'analyse du marché. Il fait presque entièrement disparaître l'analyse macroéconomique pour limiter l'enseignement à la théorie microéconomique et celle des choix rationnels des individus.

### **En Français, retour aux anciennes méthodes**

Alors que depuis plusieurs dizaines d'années déjà, les programmes au lycée tentaient de servir un double objectif : la maîtrise de la langue ainsi que l'acquisition d'une culture littéraire fondée sur des outils de réflexion critique permettant une lecture autonome, aujourd'hui ces ambitions sont balayées. Pour J.M. Blanquer qui en a fait son cheval de bataille, il faut qu'aujourd'hui les élèves se remettent à faire davantage de la grammaire : « lire, écrire, compter », voilà pour lui les seuls objectifs de l'école. Les difficultés de nombreux élèves en expression écrite et orale justifieraient donc de tout baser sur la forme. L'étude de la forme qui de-

vrait être au service du fond est séparée de manière très artificielle avec cette réforme : il s'agit de repérer des figures de style, analyser des temps... En somme, cette réforme va participer à écarter tous les élèves déjà en difficultés en rendant l'enseignement rébarbatif et peu ambitieux.

### **L'enseignement de l'histoire, dérive vers l'enseignement d'un récit national**

Les programmes d'histoire sont souvent de ceux qui entraînent les polémiques les plus profondes. Ceux-ci sont régulièrement pointés par les réactionnaires de tous poils comme « responsables de la désagrégation de la Nation »... L'histoire est de plus en plus instrumentalisée au nom du « devoir de mémoire » qui est déjà apparu comme premier chapitre en Première.

Mais cette fois, le ministre est encore plus à l'écoute de ces tendances réactionnaires.

Depuis plusieurs décennies les programmes d'histoire avaient tenté de se moderniser : histoire des femmes, histoire de l'immigration, histoire sociale c'est-à-dire l'histoire « des gens d'en bas ». Au contraire, les nouveaux programmes opèrent un virage réactionnaire complet en se centrant sur l'histoire événementielle, l'histoire des grands personnages et le mythe national. En dehors de toute forme de démarche scientifique visant à offrir un regard critique aux élèves les enseignements présentent un parti pris total pour « la France » dans les différentes guerres.

### **Derrière la réforme des programmes, une transformation du métier d'enseignant**

L'ensemble des nouveaux programmes est lourd et difficile à mettre en œuvre. Avec les nouvelles exigences du bac et notamment du contrôle continu, c'est le métier d'enseignant qui est attaqué en tant que tel. En assommant les élèves par une lourdeur des programmes, par des exigences d'examen dès la Seconde et la Première, c'est aussi la liberté pédagogique qui disparaît et un contrôle sur les enseignants qui s'intensifie.

---

---

## Instruction obligatoire à 3 ans : Blanquer gâte le privé !

Au mois de mars 2018, lors de pompeuses « Assises de la maternelle », Blanquer annonçait (en recyclant une vieille revendication syndicale), rendre l’instruction obligatoire à 3 ans.

Quelle audace ! Rappelons juste qu’aujourd’hui 97,6 % des enfants de 3 ans sont déjà scolarisés en maternelle. Cette mesure concernerait 26 000 enfants sur les quelques 2 522 282 élèves de maternelle.

Dans le même temps, celui qui veut « *fonder l’école de demain* » a fermé à la rentrée dernière plus de 850 classes de maternelle. Cherchez l’erreur...

Si l’instruction obligatoire à 3 ans peut paraître une mesure insignifiante par la faiblesse de son ampleur, elle ne l’est en revanche pas pour le privé qui verrait une nouvelle manne d’argent public financer ses écoles.

En effet la loi Debré de 1959 sur les écoles privées sous contrat prévoit que les municipalités doivent verser un forfait communal couvrant les frais de fonctionnement des écoles privées à partir du début de l’instruction obligatoire. Jusqu’à présent, ce financement ne concernait que les écoles élémentaires, puisque l’instruction n’était obligatoire qu’à partir de 6 ans. En abaissant cette dernière à 3 ans, les

écoles maternelles privées sous contrat pourront bénéficier d’un financement public. Un beau cadeau !

Rien d’étonnant de la part de celui qui a su se montrer proche des milieux réacs : le site « SOS Education » -qui regroupe des nostalgiques de l’école des plumiers et des blouses grises- publiait une « interview exclusive » de Blanquer en mai 2017<sup>1</sup> (disparue depuis du site) et « Sens Commun » -la droite de la « Manif pour tous »- l’invitait à une table ronde en septembre 2015<sup>2</sup>.

Blanquer a donc de très chers amis qui savent s’attirer ses bonnes grâces.

Pour le délivrer de sa tentation de servir les intérêts du privé, une solution : abrogation de la loi Debré et la nationalisation des écoles privées sans indemnité ni rachat !

<sup>1</sup> <https://www.lesinrocks.com/2017/05/19/actualite/en-cache-la-sulfureuse-association-sos-education-efface-tous-ses-liens-avec-le-nouveau-ministre-de-leducation-nationale-11946572/>

<sup>2</sup> <http://senscommun.fr/2nd-forum-des-etats-generaux-a-marseille-education-et-recherche/>



NPA 33

Pour s’abonner à cette lettre électronique, merci d’envoyer votre mail ou ceux de vos proches à [contact@npa33.org](mailto:contact@npa33.org), en précisant « **lettre éducation** »

Pour vous désabonner, merci d’envoyer un mail à [contact@npa33.org](mailto:contact@npa33.org), en précisant « **désabonnement lettre éducation** »

[www.npa33.org](http://www.npa33.org)

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX  
courriel : [contact@npa33.org](mailto:contact@npa33.org) - Tel : 07 83 64 43 49

---